

CENTRE DE GESTION ET D'ACCOMPAGNEMENT PICPUS
Siège social – 36 rue de Picpus 75012 PARIS
Association régie par la loi de 1901
Siret 312 285 679 00030

STATUTS

CGA Picpus

PREAMBULE

Il a été constitué le 15/11/1976 un CENTRE DE GESTION, association régie par la loi du 1er juillet 1901 ainsi que par ses statuts initiaux, à l'initiative des membres fondateurs.

Les présents statuts ont été modifiés à différentes reprises pour être en conformité avec les dispositions des articles 1649 quater A et suivants du Code Général des Impôts CGI en vigueur jusqu'au 16 février 2025.

La loi de finances pour 2025 publiée au journal officiel le 16 février 2025 a abrogé les articles 1649 quater C à 1649 quater M du CGI et supprimé l'article 199 quater B du CGI, les présents statuts ont été modifiés en date 11 décembre 2025 par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

SOMMAIRE STATUTS CGA PICPUS

TITRE I FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – DUREE – SIEGE	p 5-7
Article 1 – FORME	p 5
Article 2 – DENOMINATION	p 5
Article 3 – OBJET	p 5-6
Article 4 – MISSIONS DU CENTRE VIS-AVIS DES MEMBRES ADHERENTS	p 6-7
4.1 Le dossier de gestion ou d'analyse économique	p 6
4.2 Formation et information	p 6
4.3 Prévention des difficultés économiques et financières	p 6
4.4 Dématérialisation et télétransmission aux services de la DGFIP	p 6
4.5 Des contrôles et examens avec des comptes-rendus	p 7
Article 5 – AUTRES OBLIGATIONS	p 7
Article 6 – SIEGE	p 7
Article 7 – DUREE	p 7
TITRE II COLLEGES – MEMBRES DU CENTRE – COTISATIONS	p 7-10
Article 8 – COLLEGES	p 7-8
Article 9 – MEMBRES ADHERENTS	p 8-9
Article 10 – MEMBRES ASSOCIES	p 9
Article 11 – COTISATIONS	p 9
Article 12 – PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE DE L'ASSOCIATION	p 10
TITRE III RESSOURCES ET COMPTES DE L'ASSOCIATION	p 10-11
Article 13 – RESSOURCES	p 10
Article 14 – FONDS DE RESERVE	p 10
Article 15 – TENUE DES COMPTES	p 11

TITRE IV ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT	p 11-16
Article 16 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	p 11
Article 17 – ELECTION OU DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	p 11-12
Article 18 – BUREAU DU CONSEIL	p 12-13
Article 19 – REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	p 13
Article 20 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	p 13-14
Article 21 – ROLE DU PRESIDENT	p 14-15
Article 22 – ROLE DU SECRETAIRE	p 15
Article 23 – ROLE DU TRESORIER	p 15
Article 24 – INDEMNISATION DES ADMINISTRATEURS – SECRET PROFESSIONNEL ET RESPONSABILITE	p 15-16
TITRE V ASSEMBLEES GENERALES	p 16-19
Article 25 – NATURE DES ASSEMBLEES	p 16
Article 26 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERSES ASSEMBLEES	p 16-17
Article 27 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	p 17-18
1. Compétence	p 17
2. Initiative de la convocation	p 18
3. Documents à communiquer	p 18
4. Quorum	p 18
5. Majorité	p 18
Article 28 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE	p 18-19
1. Compétence	p 18
2. Initiative de la convocation	p 18
3. Documents à communiquer	p 18
4. Quorum	p 19
5. Majorité	p 19
Article 29 - DONS ET LEGS	p 19

TITRE VI	CAPACITE JURIDIQUE – REGLEMENT INTERIEUR	p 19
Article 30 – CAPACITE JURIDIQUE		p 19
Article 31 – REGLEMENT INTERIEUR		p 19
TITRE VII	DISSOLUTION – LIQUIDATION	p 20
Article 32 – DISSOLUTION		p 20
Article 33 - LIQUIDATION		p 20

TITRE 1

FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – DUREE – SIEGE

Article 1 – FORME

Le CENTRE est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, le décret du 16 août 1901, par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination est **CENTRE DE GESTION ET D'ACCOMPAGNEMENT PICPUS**.

Elle est désignée dans ce qui suit par les initiales « **CGA PICPUS** ».

Article 3 – OBJET

Le CENTRE a pour objet :

- De fournir à ses adhérents tant personnes physiques que morales une assistance en matière de gestion dans les domaines de l'assistance technique, de la formation et de l'information ayant trait au droit, à la fiscalité, à la comptabilité (dans le respect de l'Ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable) ou à la gestion,
- De leur fournir une analyse des informations économiques, fiscales, comptables et financières et dans le domaine de la prévention des difficultés économiques et financières.
- De faciliter l'accomplissement des obligations administratives et fiscales de ses adhérents.
- De réaliser des missions d'audit à l'attention de ses adhérents.
- De proposer à ses adhérents de la documentation, des outils de gestion, des services mutualisés facilitant l'exercice de leurs activités, tels que :
 - La dématérialisation et la télétransmission des déclarations fiscales ;
 - La formation et l'information dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la comptabilité ou de la gestion et plus généralement, tout sujet susceptible de permettre le développement de leur activité professionnelle ;
 - Les restitutions de données statistiques ;
 - L'examen de conformité fiscale (ECF) ;
 - L'audit technique lié à l'activité de l'entreprise dans tous les domaines ;
 - L'aide à la création et accompagnement en matière administrative, commerciale, ainsi que dans les domaines de la communication et de la transition numérique, au bénéfice des microentreprises.
 - Et de manière plus générale, de rendre tous services en matière de gestion notamment dans les domaines de l'assistance technique et de la formation ayant trait au droit, à la fiscalité, à la comptabilité ou à la gestion. A titre d'exemple, il peut être proposé les services d'une centrale d'achats, d'un club d'utilisateurs, etc.

Pour les adhérents qui en font la demande, le CENTRE procède à un examen annuel en la forme des déclarations de résultat fiscal et de leurs annexes, de taxes sur le chiffre d'affaires, puis à l'examen annuel de leur cohérence, de leur vraisemblance et de leur concordance. Ces services sont réservés aux membres adhérents du CENTRE.

Les formations proposées par le CENTRE sont également ouvertes au représentant et aux salariés de l'adhérent.

Le CENTRE peut recevoir mandat de ses membres pour télétransmettre aux services fiscaux les informations correspondant à leurs obligations déclaratives.

Le CENTRE peut également réaliser des missions de contrôle des comptes des majeurs protégés sur ordonnance des juges des tutelles.

Accessoirement le CENTRE peut fournir tout ou partie de ses services à des non membres.

De manière générale, le CENTRE peut réaliser toutes opérations financières, mobilières, ou immobilières...

Article 4 - MISSIONS DU CENTRE VIS-A-VIS DES MEMBRES ADHERENTS

4.1 Le dossier de gestion ou d'analyse économique

Pour les adhérents qui en font la demande, le CENTRE fournit un dossier d'analyse comprenant :

- Les ratios et les autres éléments caractérisant la situation financière et économique de l'entreprise, une analyse comparative des bilans et des comptes de résultat ;
- Un commentaire de la situation financière et économique de l'entreprise.

4.2 Formation et information

Le CENTRE doit veiller à la diffusion d'une formation et d'information de qualité qui participe activement à sa mission d'aide à la gestion.

Outre l'adhérent lui-même, le bénéficiaire des formations ou des séances d'information peut être un représentant que celui-ci désigne (conjoint, salarié...).

4.3 Prévention des difficultés économiques et financières

Le CENTRE fournit à ses adhérents industriels, commerçants, artisans, exploitants agricoles, qui en font la demande une assistance en matière de gestion et une analyse des informations économiques, comptables et financières en matière de prévention des difficultés économiques et financières.

4.4 Dématérialisation et télétransmission aux services de la DGFiP

Pour ses adhérents qui en font la demande, le CENTRE procède à la dématérialisation et la télétransmission aux services de la DGFiP, selon la procédure EDI-TDFC des déclarations de résultats, de leurs annexes et des autres documents les accompagnant.

4.5 Des contrôles et examens avec des comptes-rendus

Le CENTRE procède, pour ses adhérents qui en font la demande, à des examens et contrôles annuels en la forme des déclarations de résultats et de leurs annexes, de taxes sur le chiffre d'affaires, de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour sécuriser leur dossier fiscal..

Elle adresse dès l'achèvement de ses travaux à ses adhérents concernés un compte rendu de mission.

Article 5 - AUTRES OBLIGATIONS

Le CENTRE s'engage :

- A souscrire un contrat auprès d'une société d'assurances ou d'un assureur agréé en application du livre III du code des assurances la garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en raison des négligences et fautes commises dans l'exercice de ses activités ;
- A exiger de toute personne collaborant à ses travaux qu'elle respecte scrupuleusement le secret professionnel.

Article 6 - SIEGE

Le siège du CENTRE est fixé au 36 rue de Picpus 75012 PARIS

Il pourra, à toute époque, être transféré dans la même ville ou dans tout autre lieu par décision du Conseil d'Administration.

Si les conditions de fonctionnement l'exigent, Le CENTRE pourra créer plusieurs établissements dénommés bureaux secondaires.

Article 7 - DUREE

La durée du CENTRE est illimitée.

TITRE II

COLLEGES - MEMBRES DU CENTRE -- COTISATIONS

Article 8 – COLLEGES

Le CENTRE comprend des membres répartis par collège :

1. **Un premier collège correspondant à des membres associés** : les experts-comptables et les sociétés d'expertise comptable qui tiennent, surveillent ou centralisent la comptabilité d'un ou plusieurs membres visés au 3 et 4 ci-dessus et qui ont demandé à faire partie du CENTRE en qualité de membre correspondant.

2. **Un second collège correspondant à des membres adhérents :** les membres adhérents bénéficiaires de l'assistance ou des services prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus sont :

- les personnes physiques et morales et groupements assimilés ayant la qualité de commerçants ou d'artisans et inscrits au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ainsi que les exploitants agricoles et les personnes physiques, morales ou groupements assimilés exerçant légalement une activité professionnelle ou non professionnelle, imposée dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux ou dans celle des bénéfices agricoles ou à l'impôt sur les sociétés (IS) ;
- tous les contribuables personnes physiques qui font appel aux services du CENTRE pour remplir leurs obligations fiscales ;
- personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique (notamment les associations régies par les dispositions de la loi 1901) qu'elles soient soumises aux impôts commerciaux ou non.

ARTICLE 9 - MEMBRES ADHERENTS

Sont membres adhérents, les personnes physiques ou morales visées à l'article 8 ci-dessus qui ont pris l'engagement de verser annuellement le montant de la cotisation fixée par le Conseil d'Administration.

Les demandes d'adhésion sont formulées soit par écrit, soit en ligne. Elles sont signées par les demandeurs, elles mentionnent le nom ou la dénomination du demandeur, sa profession et le lieu d'exercice de celle-ci ainsi qu'éventuellement le nom et l'adresse de l'expert-comptable ou de la société reconnue par l'Ordre des Experts-Comptables qui tient, centralise ou surveille sa comptabilité ou qui sera appelé en cas d'admission, à exécuter ces travaux.

Lesdites demandes peuvent être déposées par l'intermédiaire de membre de l'Ordre des experts-comptables.

Le Conseil d'Administration peut refuser l'adhésion, après avoir entendu l'intéressé ou mis celui-ci en mesure de présenter ses observations.

L'adhésion au CENTRE implique pour les membres bénéficiaires d'accepter et respecter les présents statuts.

L'adhésion au CENTRE implique pour les membres bénéficiaires, en fonction des options qu'ils auront souscrites et des services utilisés :

- a. L'engagement de lui communiquer tout document prévu aux contrôles et examens.
- b. L'autorisation pour le CENTRE d'utiliser les données comptables et fiscales reçues pour des traitements statistiques anonymes.

En cas d'adhésion à l'observatoire économique, les nouveaux adhérents dont l'activité est soumise aux taxes sur le chiffre d'affaires doivent communiquer au CENTRE, par voie dématérialisée en même temps que l'envoi au service des impôts des entreprises, copie des déclarations de TVA afin d'élaborer les analyses d'un observatoire de données économiques.

Le règlement intérieur du CENTRE précisera les modalités de transmission des données.

En cas de manquements graves ou répétés aux engagements ou obligations sus énoncés, l'adhérent pourra être exclu du CENTRE dans les conditions prévues à l'article 12 ci-après.

Article 10 - MEMBRES ASSOCIES

Sont membres associés, les personnes physiques ou morales énumérées à l'article 8, 1^{ER} alinéa ci-dessus.

Les nom, qualité, dénomination ou raison sociale des membres associés sont consignés dans un fichier informatique et, s'il s'agit de personnes morales, les nom et qualité de la ou des personnes habilitées à les représenter.

Article 11 - COTISATIONS

Les cotisations annuelles sont fixées par le Conseil d'Administration. Il peut en exonérer les membres associés.

Elles sont payables dans le mois de l'inscription et ensuite, chaque année civile, à réception de la facture.

Le défaut de règlement, après plusieurs relances (courrier, courriels, téléphone), entraîne la radiation (article 12 des statuts).

Les cotisations peuvent être identiques pour l'ensemble des adhérents ou différencier en fonction de critères définis par le Conseil d'Administration comme, par exemple : la catégorie fiscale, la taille de l'entreprise, la forme sociale, la nature de l'activité, l'étendue des services proposés...

Si le Conseil d'Administration ne statue pas sur le montant des cotisations annuelles, celles-ci restent fixées aux montants des cotisations de l'année précédente.

La cotisation est exigible aux premiers jours du mois de l'année civile. En cas de démission, dans un délai supérieur à 30 jours francs de la date d'établissement de la facture de cotisation d'adhésion, la cotisation demeure due sans application de prorata.

Le CENTRE peut demander une participation financière complémentaire à l'adhérent en cas de surcoût pour le CENTRE (exemples : formation nécessitant la location d'un matériel adéquat ou d'une salle de capacité suffisante, ou encore le recours à un prestataire extérieur, assistance et information personnalisées sur le dossier de l'adhérent, etc.).

Des prestations complémentaires peuvent être facturées indépendamment de la cotisation.

Article 12 - PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE DU CENTRE

La qualité de membre du CENTRE se perd en cas de :

- Décès.
- Démission,
- Perte de la qualité ayant permis l'inscription,
- Ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire.
- Radiation du registre de commerce et des sociétés pour les personnes morales.
- Radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motif grave ou non-respect des engagements et obligations prévus à l'article 9 ci-dessus et d'une manière générale pour le non-respect d'un engagement ou d'une obligation visée aux présents statuts ; le membre concerné, ayant été invité préalablement par lettre recommandée avec accusé de réception à se présenter devant un membre du Bureau pour fournir toutes explications utiles à sa défense.
- Radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation, le membre concerné ayant été relancé préalablement par tout moyen (courrier, courriel, téléphone).

La décision de radiation par le Conseil d'Administration n'a pas à être motivée.

TITRE III

RESSOURCES ET COMPTES DU CENTRE

Article 13 - RESSOURCES

Les ressources du CENTRE comprennent :

- le montant des cotisations,
- le montant des prestations vendues à ses adhérents ou non adhérents,
- les produits accessoires issus notamment de placements financiers, de la location de biens immobiliers, de rétributions pour prestations de services individualisées,
- les dons et legs,
- accessoirement des recettes publicitaires,
- les subventions,
- toute autre ressource qui n'est pas interdite par la loi.

Le patrimoine du CENTRE répond seul des engagements régulièrement contractés en son nom et des condamnations quelconques qui pourraient être prononcées contre lui sans qu'aucun des sociétaires ou membres du conseil d'administration puisse en être responsable sur ses biens personnels.

Article 14 - FONDS DE RESERVE

Le fonds de réserve comprend les excédents bénéficiaires éventuels du compte de résultat annuel.

Aucune distribution des résultats aux membres et aux administrateurs n'est autorisée.

Article 15 - TENUE DES COMPTES

Il est tenu une comptabilité permettant d'établir les comptes annuels en conformité avec les règles comptables des organismes de droit privé sans but lucratif.

L'exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

L'Assemblée Générale des Adhérents désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision collective statuant sur les comptes du sixième exercice à compter de sa ou leur nomination.

Si le ou les Commissaires aux comptes sont des personnes physiques, un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par l'assemblée générale des adhérents.

Les comptes annuels et le rapport du Conseil d'Administration pour l'exercice écoulé doivent être soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire spécialement réunie à cet effet dans le délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 16 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le CENTRE est administré par un Conseil d'Administration de 12 membres élus en Assemblée Générale par les membres des collèges respectifs du CENTRE.

La composition du Conseil d'Administration est ainsi répartie :

- 9 membres pris parmi les membres associés (premier collège),
- 3 membres pris parmi les membres adhérents (second collège).

Article 17 - ELECTION OU DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'Administration sont élus pour une durée de 3 ans et renouvelés annuellement par tiers.

Les membres du Conseil d'Administration seront rééligibles, sans limitation du nombre de mandats.

La durée des mandats s'étend entre deux Assemblées Générales statuant sur les comptes annuels du CENTRE.

Le CENTRE étant doté à l'heure actuelle de membres associés fondateurs non soumis à élection, l'adoption des présents statuts ne retenant plus la qualité de membres associés fondateurs, ceux-ci seront dorénavant soumis à élection s'ils souhaitent conserver leur mandat.

Si, pour quelque cause que ce soit, le renouvellement du Conseil d'Administration n'a pas eu lieu en temps utile, les fonctions des membres en exercice sont prorogées en vertu des présents statuts jusqu'à l'Assemblée Générale, qui procédera au renouvellement prévu.

Les personnes morales peuvent faire partie du Conseil d'Administration sous réserve qu'elles désignent pour les représenter une personne physique ayant qualité pour prendre en leur nom les engagements nécessaires et en outre, s'il s'agit d'une société reconnue par un ordre professionnel, un membre de la profession exercée.

Les experts-comptables membres associés (premier collège) doivent pour être élus au Conseil d'Administration être inscrits au tableau de l'Ordre des experts-comptables et exercer soit à titre individuel soit au sein d'une personne morale inscrite à l'Ordre des experts-comptables. Leur mandat est exercé personnellement tant qu'ils réunissent ces conditions.

Les candidatures aux postes du Conseil d'Administration doivent être déposées auprès du Bureau du CENTRE trente jours francs au moins avant la date fixée pour l'Assemblée Générale au cours de laquelle il sera procédé aux élections ou avant la date prévue pour la désignation des membres visés à l'article 16.

Les noms des candidats au Conseil d'Administration sont portés à la connaissance des membres avant l'Assemblée Générale qui aura à procéder à leur nomination.

L'assiduité aux réunions du Conseil d'Administration est une règle acceptée. En conséquence, lorsque trois absences consécutives auront été constatées par le Conseil, celui-ci pourra prononcer la destitution de ses fonctions de l'administrateur défaillant.

En cas de vacance d'un poste par décès, démission ou radiation ou de toute autre manière, il est procédé au remplacement provisoire de l'administrateur par le Conseil d'Administration. Cette nomination est soumise à ratification de la plus prochaine Assemblée Générale des membres. Le membre ainsi nommé reste en fonction pendant le temps qui restait à courir du mandat du membre remplacé.

Les mandats des fondateurs en cours à l'occasion du vote des présents statuts se poursuivront jusqu'à l'Assemblée d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2025. Leur nombre ne sera pas pris en compte dans le plafonnement de 12 sièges ; ceci par mesure transitoire.

Article 18 - BUREAU DU CONSEIL

Le Conseil d'administration choisit parmi ses membres un Bureau composé de 3 ou 4 membres et parmi eux un(e) Président, un(e) secrétaire, un(e) trésorier(ère) et, le cas échéant, un(e) vice-président(e), dont les 2/3 au moins doivent faire partie du premier collège.

En cas d'empêchement du Président, le Bureau nomme son remplaçant qui assure les fonctions par intérim. La régularisation du Bureau se fera à la plus prochaine assemblée.

Le scrutin se fera sur une liste de membres présentée par les candidats aux postes de membres du Bureau.

Le Conseil d'Administration se prononce sur cette liste. Celle-ci doit être déposée dans les quinze jours suivant l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration ne pourra se réunir que vingt jours suivant l'Assemblée Générale. La liste recueillant la majorité est déclarée élue.

Les membres du bureau sont élus tous les ans par le Conseil d'Administration ; ils sont rééligibles sans limitation du nombre de mandats.

Le Bureau se réunit chaque fois qu'il le juge nécessaire et aux lieu et date désignés par le Président. Tout mode de réunion (présentiel, visioconférence) et de convocation (écrit, électronique, oral) peut être employé.

Le Bureau assure l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire autoriser tous actes qui ne sont pas réservés à ce Conseil ou à l'Assemblée Générale.

Article 19 - REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué par son PRÉSIDENT, et au moins, une fois tous les six mois ou sur la demande écrite adressée au PRÉSIDENT par au moins le quart de ses membres.

Les réunions peuvent être faites par voie dématérialisée.

L'Ordre du Jour de chaque réunion est établi par le Bureau.

Pour la validité des délibérations, le Conseil d'Administration doit être composé d'au moins le quart des membres. Les membres absents ne peuvent être représentés par des mandataires.

En cas d'absence à plus de trois réunions consécutives de l'un de ses membres, le Conseil d'Administration pourra prononcer l'exclusion de l'administrateur concerné. Il sera procédé au remplacement de l'administrateur dans les conditions prévues par l'article 17 des statuts, dernier alinéa.

Les décisions sont prises, sauf au cas de modification des statuts, à la majorité des votants, la voix du Président de séance étant prépondérante en cas de partage.

Il est tenu procès-verbal des séances. Ce procès-verbal indique le nom des administrateurs présents, excusés ou absents. Il est fait état de la présence ou de l'absence de toute personne spécialement convoquée à la réunion. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et par un Secrétaire. Ils sont transcrits sans blanc ni rature sur un registre. Le Secrétaire peut en délivrer des copies qu'il certifie conformes et qui font foi vis-à-vis de tiers.

Article 20 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les administrateurs sont des mandataires du CENTRE au sens des articles 1984 et suivants du Code civil.

Le Conseil d'Administration assure l'exécution des décisions de l'assemblée générale et est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous actes qui ne sont pas réservés à ladite Assemblée.

Il surveille la gestion des membres du Bureau et a toujours le droit de se faire rendre compte de leurs actes.

Il peut interdire au PRÉSIDENT ou au trésorier d'accomplir un acte qui rentre dans leurs attributions d'après les statuts et dont il contesterait l'opportunité.

Il peut, à la majorité, en cas de faute grave, suspendre provisoirement les membres du Bureau en attendant la décision de l'Assemblée Générale qui doit, dans ce cas, être convoquée et réunie dans le mois.

Il se prononce souverainement sur toutes les radiations ou tous les refus d'adhésion des membres du CENTRE.

Il fixe les modalités de répartition globale des indemnités mentionnées à l'article 24 des statuts, entre les membres dudit Conseil et les membres du Bureau.

Il arrête chaque année les comptes de l'exercice clos et fixe le budget pour l'année suivante.

Il statue sur le projet de rapport moral élaboré par le PRÉSIDENT.

Il fixe le mode et le montant des cotisations.

Il autorise le PRÉSIDENT et le Trésorier à faire tous achats et/ou locations nécessaires au bon fonctionnement du CENTRE.

Il autorise le PRÉSIDENT et le Trésorier à faire toutes aliénations reconnues nécessaires des biens et valeurs appartenant au CENTRE.

Il peut, à la majorité des deux tiers des voix de ses membres, décider de toute modification des statuts et du règlement intérieur.

Il autorise préalablement le PRÉSIDENT et le Trésorier à faire les actes suivants :

- Acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires au but du CENTRE.
- Constitutions de garanties hypothécaires sur lesdits immeubles.
- Conclusion, modifications, renouvellement, reconduction ou résiliation de baux.
- Emprunts de toutes sortes.

Article 21 - RÔLE DU PRESIDENT

Le PRÉSIDENT convoque les Assemblées Générales et les réunions du Conseil d'Administration.

Il représente le CENTRE dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet.

Il a notamment qualité pour ester en justice comme défenseur au nom du CENTRE et comme demandeur, avec l'autorisation du Conseil d'Administration. Il peut former, dans les mêmes conditions, tous appels ou pourvois, mais ne peut transiger qu'avec l'autorisation du Conseil d'Administration.

En cas de représentation en justice, le PRÉSIDENT ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une délégation spéciale donnée par le Conseil d'Administration.

Il préside toutes les Assemblées.

En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé dans les conditions prévues à l'article 18. Si les membres du Bureau ne sont pas en capacité d'assurer l'intérim de la Présidence, c'est le membre le plus ancien du Conseil d'Administration ou, en cas d'ancienneté égale, le plus âgé qui assurera la Présidence.

Article 22 - RÔLE DU SECRETAIRE

Le Secrétaire est chargé de rédiger les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.

Il contrôle le registre spécial prévu par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Il assure l'exécution des formalités prescrites par ledit article.

Article 23 - RÔLE DU TRESORIER

Le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine du CENTRE.

Il s'assure de la tenue d'une comptabilité régulière de toutes les opérations réalisées par le CENTRE et rend compte à l'Assemblée Générale annuelle qui approuve, s'il y a lieu, sa gestion.

Il effectue tous paiements.

Article 24 – INDEMNISATION DES ADMINISTRATEURS – SECRET PROFESSIONNEL ET RESPONSABILITE

Les membres du Conseil d'Administration peuvent percevoir :

1. Une indemnité forfaitaire en fonction de leur participation aux réunions. Les membres du Bureau peuvent recevoir une indemnité forfaitaire pour leurs fonctions.
 - Le montant global de l'indemnisation forfaitaire est fixé par l'Assemblée Générale.
 - Un rapport spécial faisant apparaître le montant des sommes allouées par bénéficiaire doit être présenté par le Commissaire aux Comptes à l'Assemblée Générale.
2. Une rémunération pour fonctions techniques dans le cadre de la réalisation de missions spécifiques susceptibles de leur être confiées. Elles font l'objet d'une lettre de mission et les honoraires sont fixés par le Conseil d'Administration.
3. Le remboursement des frais de représentation inhérents à leurs fonctions d'administrateurs (frais de déplacement, de repas, de séjour, ...) dès lors qu'ils sont justifiés dans leur montant et leur réalité.

Les membres du Conseil d'Administration sont astreints au secret professionnel, tout comme les personnels rétribués.

Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ne contractent aucune obligation personnelle en raison de leur gestion.

Le CENTRE souscrira, pour ses administrateurs, un contrat d'assurance dans le cadre de l'exécution de leur mandat.

TITRE V

ASSEMBLEES GENERALES

Article 25 - NATURE DES ASSEMBLEES

L'Assemblée Générale se compose :

- des membres associés inscrits, 90 jours francs avant la date fixée pour la réunion, sur les registres prévus à l'article 10 ci-dessus,
- des membres adhérents, , inscrits, 90 jours francs avant la date fixée pour la réunion, sur le registre prévu à l'article 9 ci-dessus.

Les membres doivent être à jour de leur cotisation à la date de l'Assemblée Générale.

Selon leur objet, les Assemblées sont ordinaires ou extraordinaires et leurs décisions, prises dans les conditions ci-après indiquées, obligent les dissidents et les absents non représentés.

En cas de fusion avec d'autres centres dans un délai inférieur à 90 jours de la date de tenue de l'Assemblée Générale, les adhérents du CENTRE absorbé inscrits depuis plus 90 jours au sein de ce dernier, participent à l'assemblée générale.

Article 26 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERSES ASSEMBLEES

1. L'ordre du jour de toute assemblée est établi par le Conseil d'Administration. Toute question non inscrite à l'ordre du jour pourra être régulièrement portée devant l'assemblée si la demande, émanant d'au moins un dixième des membres inscrits, en est faite par écrit au Secrétaire et lui est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception parvenue à destination au moins cinq jours avant la date fixée pour la réunion.
2. Les convocations, rappelant l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'Administration, sont adressées par tous moyens y compris par voie électronique à tous les membres remplissant les conditions prévues à l'article 25 ci-dessus, quinze jours francs au moins avant la date prévue pour la réunion.

Si une demande d'additif à l'ordre du jour est déposée dans les conditions sus-indiquées, notification en est faite par le Secrétaire dans les mêmes conditions que la convocation initiale.

3. Tous documents comptables ou administratifs sur lesquels l'Assemblée aura à se prononcer sont tenus à disposition ou adressés à tout membre composant l'assemblée qui en fait la demande expresse.
4. Les assemblées se réunissent au siège ou en tout autre lieu expressément désigné dans la convocation.

5. Les membres empêchés d'assister personnellement à l'Assemblée peuvent se faire représenter par un autre membre du CENTRE au moyen d'un pouvoir écrit.

Nul ne peut détenir plus de 2 mandats. Le mandat donné pour une Assemblée vaut pour l'Assemblée successive convoquée avec le même ordre du jour.

6. Au début de chaque séance, il est établi une feuille de présence émargée par tous les participants à l'Assemblée agissant tant en leur nom personnel que comme mandataire d'associés empêchés. La feuille de présence, avec en annexe les pouvoirs délivrés aux mandataires, est définitivement arrêtée par le Bureau.

7. Les assemblées sont présidées par le PRÉSIDENT assisté d'un assesseur et d'un Secrétaire qui, sauf avis contraire de l'Assemblée, sont membres du Bureau du Conseil.

8. Les procès-verbaux des délibérations des Assemblées sont transcrits par le Secrétaire sur un registre spécial, et sont signés par les membres du Bureau désignés ci-dessus.

Le PRÉSIDENT ou le Secrétaire peuvent en délivrer des copies qu'ils certifient conformes, lesquelles font foi vis-à-vis des tiers.

9. Tous les délais sont des délais francs calculés suivant les dispositions applicables en matière de procédure civile.

10. En cas d'impossibilité de réunion physique des membres du CENTRE en Assemblée Générale, le Conseil d'Administration peut consulter les membres du CENTRE par correspondance ou voie électronique et soumettre au vote par correspondance ou vote électronique toute résolution concernant la vie du CENTRE (approbation des comptes, affectation du résultat, élection des membres du Conseil d'Administration...).

Article 27 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1. Compétence

- L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins des membres du Conseil d'Administration. Elle :
 - statue souverainement sur toutes les questions relatives au fonctionnement du CENTRE sous réserve du respect du Règlement intérieur ;
 - donne toutes autorisations au Conseil d'Administration et au Bureau du Conseil pour effectuer toutes opérations entrant dans l'objet du CENTRE et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour lesquelles les pouvoirs qui leur sont conférés par les statuts ne seraient pas suffisants ;
 - pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'Administration ;
 - entend les comptes rendus sur la gestion du Conseil d'Administration et sur la situation financière et morale du CENTRE ainsi que le rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice écoulé ;

- statue sur les comptes de l'exercice clos.

2. Initiative de la convocation

L'Assemblée Générale ordinaire est convoquée obligatoirement par le PRÉSIDENT, au moins une fois par an, dans les six mois suivant la date de clôture des comptes.

3. Documents à communiquer

Les rapports annuels de gestion, les comptes de l'exercice clos et le rapport du Commissaire aux Comptes seront mis à disposition des membres au siège du CENTRE.

4. Quorum

L'Assemblée Générale Ordinaire délibère valablement quel que soit le nombre de présents ou représentés.

5. Majorité

Toutes les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des membres présents et représentés. En cas de partage des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

Article 28 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1. Compétence

L'Assemblée Générale Extraordinaire délibérant dans les conditions ci-après a seule compétence pour statuer sur :

- la modification des statuts,
- la dissolution du CENTRE et l'attribution de ses biens à une autre association de but identique,
- la fusion du CENTRE et l'apport de ses biens à une autre association de but identique.

2. Initiative de la convocation

L'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée par le PRÉSIDENT :

- sur avis conforme du Conseil d'Administration,
- sur demande écrite du dixième des membres formant l'Assemblée.

Dans ce dernier cas, la demande doit être adressée au Secrétaire par lettre recommandée avec accusé de réception et la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire doit avoir lieu dans les trente jours suivant la date de réception de cette demande.

3. Documents à communiquer

Le texte des résolutions ou, le cas échéant, le projet de protocole de fusion, sont tenus à disposition de tous les membres du CENTRE au plus tard à la date de la convocation à l'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à statuer sur ces projets ou adressés à tout membre composant l'Assemblée qui en fait la demande expresse.

4. Quorum

L'assemblée Générale extraordinaire délibère valablement quel que soit le nombre de présents ou représentés.

5. Majorité

Toutes les décisions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire ne sont valablement adoptées que si elles recueillent au moins les deux tiers des voix des membres présents et représentés.

Dans tous les votes, en cas de partage des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

Article 29- DONS ET LEGS

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil, l'article 5 de la loi du 4 février 1901 et le décret n° 66-388 du 13 juin 1966.

Les délibérations de l'Assemblée Générale relatives : aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts, ne sont valables qu'après approbation administrative.

TITRE VI

CAPACITE JURIDIQUE – REGLEMENT INTERIEUR

Article 30 - CAPACITE JURIDIQUE

Conformément à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, afin d'obtenir la capacité juridique, le CENTRE sera rendu publique par déclaration à faire à la Préfecture.

En conséquence, il peut, sans autorisation spéciale, ester en justice, acquérir tous immeubles nécessaires à son administration et à son fonctionnement, contracter tous baux avec ou sans promesse de vente, édifier et modifier toutes constructions et, d'une façon générale, administrer en se conformant aux lois et règlements.

Il pourra, en outre, contracter tous emprunts dans les formes et conditions qui seront déterminées par le Conseil d'Administration.

Article 31 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur est établi et modifié en tant que de besoin par le Conseil d'Administration.

Ce règlement déterminera les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts ou les modalités d'accomplissement des opérations constituant l'objet du CENTRE et notamment celles qui ont trait à l'administration interne du CENTRE.

TITRE VII

DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 32 - DISSOLUTION

La dissolution du CENTRE peut être provoquée sur la proposition du Conseil d'Administration ou à la demande écrite des deux tiers des membres du Conseil d'Administration.

La décision de dissolution du CENTRE ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, délibérant dans les conditions prévues pour les Assemblées Extraordinaires.

Article 33 - LIQUIDATION

En cas de dissolution volontaire ou judiciaire, l'Assemblée Générale, réunie extraordinairement :

- statue sur la liquidation,
- désigne un ou plusieurs commissaires qui en seront chargés,
- désigne les associations déclarées ayant un objet similaire à celui du CENTRE dissout qui recevront le reliquat de l'actif après paiement de toutes dettes et charges du CENTRE et de tous frais de liquidation.

En aucun cas, l'actif ne pourra être réparti entre les membres composant le CENTRE et devra toujours être attribué à un CENTRE ayant un objet similaire à celui du CENTRE dissout.

La dissolution devra faire l'objet d'une déclaration à la Préfecture du département du siège social.